

ifri

# Politique étrangère

## Automne 2015



Dossier  
**L'Algérie, nouvelle force régionale ?**

Contrechamps  
**Arménie-Turquie : le centenaire manqué**

*Retrouvez-nous sur le blog de la revue*  
[politique-etrangere.com](http://politique-etrangere.com)

## Contact presse

Sharleen Lavergne, chargée de diffusion  
Tél. : 01 40 61 72 73. E-mail : [lavergne@ifri.org](mailto:lavergne@ifri.org)

Parution le 01/09/2015  
Service de presse en pdf  
disponible dès le 28/08/2015

ISBN : 978-2-36567-424-9 / 244 pages / 23 euros  
[www.ifri.org / politique-etrangere.com](http://www.ifri.org / politique-etrangere.com)

# Politique étrangère

La revue de référence  
en relations internationales

*Politique étrangère*, créée en 1936 et publiée par l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis 1979, est une revue de débats et d'analyses sur les grandes questions internationales politiques, économiques ou de sécurité.

**Rédacteurs en chef :** Dominique David et Marc Hecker

Pour connaître la composition du comité de rédaction, rendez-vous sur [politique-etrangere.com](http://politique-etrangere.com).

**Secrétariat de rédaction :** Iris Munsch et Sharleen Lavergne

Contactez la revue : [pe@ifri.org](mailto:pe@ifri.org)

*Politique étrangère* est également disponible en version numérique sur l'iBook Store, Fnac.com, Amazon et de nombreuses librairies en ligne.

## Derniers numéros

Été 2015. La Russie, une puissance faible ? – Climat : avant la Conférence de Paris  
Printemps 2015. La défense européenne revisitée – Le Royaume-Uni et l'Europe : *in or out* ?  
Hiver 2014-2015. Internet : une gouvernance inachevée – Ebola  
Automne 2014. Chine : une nouvelle diplomatie ? – Israël/Palestine



## Dossier

### L'Algérie, nouvelle force régionale ?

#### Introduction : L'Algérie. Blocages internes, **instabilités** externes

Par **Mansouria Mokhefi**, conseiller Maghreb-Moyen-Orient à l'Ifri. Docteur en histoire, elle enseigne à la New York University.

**L'économie algérienne : chronique d'une **crise** permanente**

**Mihoub Mezouaghi**, docteur en sciences économiques, est économiste à l'Agence française de développement.

Au moment où l'Algérie doit faire face à une nouvelle crise pétrolière, l'hyperdépendance de son économie aux hydrocarbures fait craindre un risque systémique. Les amortisseurs mis en place (désendettement, épargne budgétaire, accumulation de réserves de change) pourraient s'épuiser rapidement.

**La politique étrangère de l'Algérie : le temps de l'**aventure** ?**

**Jean-François Daguzan** est directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique et directeur de la revue *Maghreb-Machrek*.

Si l'ouverture de Bouteflika a favorisé une forte internationalisation et donné un sentiment de dialogue égalitaire avec les BRICS, l'Algérie va devoir se recentrer sur son espace périphérique. La France en fait partie. Le changement commence.

**Le non-interventionnisme de l'Algérie en question**

**Geoff D. Porter**, docteur en études moyen-orientales et islamiques de la New York University, dirige North Africa Risk Consulting. Il est également professeur assistant au Combating Terrorism Center de l'Académie militaire de West Point.

La fidélité de l'Algérie au principe de non-ingérence est le reflet de la façon dont ce pays souhaite être lui-même traité. L'Algérie est très jalouse de ses frontières et très sensible à toute perception de menace à sa souveraineté.

**Alger-Moscou : évolution et limites d'une relation **privilegiée****

**Mansouria Mokhefi** est conseiller Maghreb-Moyen-Orient à l'Ifri. Docteur en histoire, elle enseigne à la New York University.

L'Algérie et la Russie partagent la même analyse sur de nombreux dossiers de politique internationale – convergence renforcée par leur opposition commune aux printemps arabes et leur détermination à combattre le fondamentalisme islamique.

## Contrechamps

### Arménie-Turquie : le centenaire manqué

La Turquie face au **génocide** des Arméniens : de la négation à la **reconnaissance** ?

**Ali Kazancigil** est politologue et codirecteur de la revue de géopolitique *Anatoli. De l'Adriatique à la Caspienne* (CNRS Éditions). Ses publications portent sur l'État, la gouvernance, les relations internationales et la Turquie. Il a dernièrement publié, avec Deniz Akagül et Faruk Bilici, *La Turquie, d'une révolution à l'autre* (Paris, Fayard/Pluriel, 2013).

La République turque a endossé une coresponsabilité avec les Jeunes-Turcs sur des faits antérieurs à sa création ; la négation du génocide est devenue un pilier de l'idéologie nationaliste et un outil de l'État sur la société et l'esprit des citoyens.

Génocide arménien : retour sur un **centenaire**

**Michel Marian**, ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, agrégé de philosophie, enseigne à Sciences Po Paris. Il a notamment publié *Le génocide arménien. De la mémoire outragée à la mémoire partagée* (Paris, Albin Michel, 2015).

L'Arménie a annoncé très tôt en 2014 son choix d'universaliser l'anniversaire du génocide en invitant à se recueillir à Erevan le 24 avril 2015 les chefs d'État du monde entier, y compris, noyé dans la liste, le chef d'État turc.

## Actualités

Une nouvelle **donne** migratoire

**Catherine Wihtol de Wenden**, docteur en science politique (Sciences Po Paris), est directrice de recherche au CNRS.

L'Europe est cernée par les conflits, traduits par des flux mixtes (réfugiés et travailleurs), qui frappent à ses portes dans l'urgence, dans un contexte marqué par la crise de confiance entre les Européens eux-mêmes.

L'accueil des **réfugiés** : l'autre crise européenne

**Matthieu Tardis**, diplômé de l'Institut des hautes études européennes de Strasbourg, est chercheur au Centre Migrations et Citoyennetés de l'Ifri. Ses recherches portent sur l'asile, l'intégration et les migrations internationales.

En dépit des objectifs annoncés dans les traités et de nombreuses déclarations politiques sans conséquence, les intérêts nationaux continuent de primer sur l'intérêt européen en matière de droit d'asile.

## Repères

TISA, TTIP : comment négocier au nom de l'**Europe** ?

**Emmanuel Vivet**, ancien expert détaché à la Commission européenne, est membre associé de l'Institut de recherche et d'enseignement sur la négociation (IRENÉ). **Aurélien Colson**, professeur de science politique à l'ESSEC, est directeur de l'IRENÉ (Paris, Singapour, Bruxelles) et expert auprès de la Commission européenne.

En Europe, la négociation *doit* aboutir : ses fruits méritent que chacun évite de multiplier ses lignes rouges. Ailleurs, la négociation sert à défendre ses intérêts, y compris en traçant clairement la limite du non-négociable.

La nouvelle **Route de la soie**. Les ambitions chinoises en **Eurasie**

**Nadège Rolland** est directrice de projet pour les affaires politiques et de sécurité au National Bureau of Asian Research (Washington, D.C.) depuis 2014.

Au terme du projet de « nouvelle Route de la soie », les routes, chemins de fer, pipelines, câbles de fibre-optique et terminaux portuaires relieront trois continents par terre et mer. Si cette vision se réalise, toutes les routes conduiront littéralement à Pékin.

La **Somalie**, Sisyphes moderne ?

**Jean-Bernard Véron** est rédacteur en chef de la revue *Afrique contemporaine* et président du Comité des solidarités internationales de la Fondation de France.

Depuis trois décennies, la Somalie donne l'image d'un pays abonné au désordre et à la violence. La communauté internationale a tenté à diverses reprises de la stabiliser et de reconstruire un appareil d'État capable de rétablir la sécurité.

**Sécurité** dans le golfe de Guinée : un combat **régional**

**Thierry Vircoulon** est directeur du projet Afrique centrale de l'International Crisis Group (ICG) et chercheur associé à l'Ifri. **Violette Tournier** est diplômée en relations internationales et travaille pour divers *think tanks* sur la zone Afrique.

Les architectures de sécurité régionale présupposent une fore convergence des priorités, des intérêts et des moyens des pays impliqués. Or, dans le cas du golfe de Guinée, l'ennemi commun (gang de pirates) est interne à l'un des États membres, les motifs de division ne manquent pas entre les pays côtiers et les capacités nationales sont très variables.

## Libres propos

Les États **musulmans** et **l'islam** de France

**Bernard Godard** a été fonctionnaire au ministère de l'Intérieur jusqu'en 2014. Il a contribué à l'élaboration des politiques publiques liées à l'islam.

L'islam en France est lié à l'aire musulmane et il serait ridicule de prétendre que son destin est de connaître un développement complètement autonome. Un « gallicanisme » musulman n'est pas plus envisageable qu'un gallicanisme tel que Louis XIV l'avait voulu pour l'Église de France.